

Les complices du massacre au Yémen



Un sujet fait l'objet de vifs débats dans les milieux politiques de plusieurs capitales européennes mais il n'a rien à voir ni avec les prochaines élections du Parlement Européen, pourtant cruciales, ni avec la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne, mais avec une affaire juteuse et sale : les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite pour lui permettre de poursuivre sa guerre contre le peuple du Yémen.

Comme chacun sait, début-2015, le royaume saoudien a commencé à lancer des raids aériens atroces contre des ports, des villes et des ouvrages d'infrastructure, raids qui ont fait jusqu'à présent quelque 10 mille morts et plus de 20 millions de déplacés. L'objectif présumé ? Appuyer le gouvernement du président yéménite Abd Rabbo Mansur Hadi dans sa lutte contre les rebelles houthis.

Pour mener cette guerre cruelle non nécessaire, qui a provoqué la plus grave crise humanitaire de ces derniers temps, l'Arabie Saoudite a le feu vert des principales puissances occidentales qui, sans hésiter, ont mis à sa disposition leurs marchés d'armes très bien approvisionnés et très chers.

Cette affaire juteuse qui a coûté à ce pays arabe des centaines de milliards de dollars, et qui a représenté, pour les fabricants d'armes de plus en plus sophistiquées, des bénéfices astronomiques, s'est heurté ces derniers temps à l'obstacle qu'implique la décision du gouvernement allemand d'appliquer un embargo sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite.

La premier paquet d'interdictions a vu le jour à partir d'octobre 2018 après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, à l'ambassade de Ryad en Turquie et récemment Berlin a confirmé sa prolongation pour six mois encore.

Il ne faut pas croire que cet embargo sur les ventes d'armes est du à des raisons humanitaires ou à l'assassinat de Khashoggi où à des soucis pour les millions de victimes yéménites de la guerre. C'est tout simplement le résultat de divergences politiques profondes entre les deux forces qui soutiennent la chancelière allemande, Angela Merkel : les sociaux-démocrates et les démocrates-chrétiens.

En tout cas, la position allemande n'a pas du tout été du gré de ses partenaires européens en particulier de la France, du Royaume Uni et de l'Espagne, car leurs industries militaires respectives sont interconnectées et elles dépendent les unes des autres dans la fabrication de composantes pour arriver à un produit terminé.

Pour ne citer qu'un exemple, les avions A330 MRTT pour le ravitaillement en vol, sont fabriqués dans l'usine d'Airbus, en France, ils sont adaptés en Espagne mais ils utilisent beaucoup de composantes allemandes, raison pour laquelle ils ne peuvent pas être vendus à l'Arabie Saoudite.

Ce qui est vraiment dommage c'est que le débat est centré sur des questions commerciales et techniques et surtout, financières, question de gagner plus d'argent. L'on n'a jamais débattu ni à Paris, ni à Madrid, ni à Londres de l'illégalité de la guerre au Yémen et moins encore des nombreuses violations des droits de l'Homme qui sont commises tous les jours en utilisant des armes européennes et nord-américaines vendues à Riyad.

Les grands chefs d'entreprise pleurent car ils voient baisser le volume de leurs ventes, mais personne ne verse pas une seule larme pour les enfants yéménites tués par une balle, par une bombe ou par une maladie causée par la guerre. Drôle de monde!

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/187491-les-complices-du-massacre-au-yemen>



Radio Habana Cuba